Décision F04116P0013 relative à un projet relevant d’un examen au cas par cas en application de l’article R. 122-3 du code de l’environnement

Projet de construction de bureaux et de logements dans le quartier du Pontiffroy sur la commune de Metz (57)

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l’évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l’environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l’environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l’arrêté du ministre de l’écologie, du développement durable et de l’énergie du 22 mai 2012 relatif au contenu du formulaire d’examen au cas par cas ;

Vu la demande d’examen au cas par cas n° F04116P0013 déposée par SCCV PONT THIEFFROY relative à la réalisation du projet de construction de bureaux et de logements dans le quartier du Pontiffroy sur la commune de Metz, reçue et considérée complète le 04/03/2016 ;


Vu l’avis de l’Agence régionale de santé Moselle en date du 18/03/2016 ;

Considérant que le projet de construction de bureaux et de logements dans le quartier du Pontiffroy sur la commune de Metz relève de la rubrique 36° - Travaux soumis à PC, sur le territoire d’une commune dotée d’un PLU n’ayant pas fait l’objet d’une EE, du tableau annexé à l’article R122-2 du code de l’environnement précisant que la nécessité de réaliser une étude d’impact fait l’objet d’un examen et d’une décision spécifique par l’autorité compétente en matière d’environnement ;

Considérant que le projet consiste à aménager une zone d’une faible ampleur de 14 000 m² en vue de la création d’un ensemble accueillant des bureaux, 98 logements, des espaces verts et des places de stationnements ;

Considérant que le projet se situe dans une zone ne présentant pas de sensibilité environnementale particulière et contribue à densifier l’urbanisation en centre ville ;
Considérant que le projet prendra en considération les prescriptions édictées par l’Architecte des Bâtiments de France (périmètre de Monuments Historiques) ainsi que les modes d’accès et de circulation tant en phase travaux qu’en phase chantier ;

Considérant qu’au regard des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles, le projet d’aménagement n’est pas susceptible d’impact notable sur l’environnement et la santé ;

**Décide :**

**Article 1er :**

Le projet de construction de bureaux et de logements dans le quartier du Pontiffroy sur la commune de Metz n’est pas soumis à étude d’impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l’environnement.

**Article 2 :**

La présente décision, délivrée en application de l’article R. 122-3 du code de l’environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

**Article 3 :**

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la DREAL.

Fait à Strasbourg, le **06 AVR. 2016**

Pour la Directrice régionale de l’Environnement, de l’Aménagement et du Logement et par délégation,

le Directeur régional adjoint,

[Signature]

Laurent DARLEY

---

**Vœux et délais de recours**

1) Un recours administratif préalable est **obligatoire** avant le recours contentieux.

- Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision.

- En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l’autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision.

- L’absence de réponse au recours administratif à l’issue d’un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif peut être un recours gracieux adressé à l’auteur de la décision :

- Monsieur le préfet de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, préfet du Bas-Rhin
  5, Place de la République
  67073 Strasbourg Cedex

- Il peut aussi être un recours hiérarchique adressé au supérieur hiérarchique de l’auteur de la décision :
  Madame la ministre de l’écologie, du développement durable et de l’énergie
  Grande Arche
  Tour Pascal A et B
  Tour Sequoia
  92055 PARIS LA DEFENSE Cedex

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif. Il peut aussi être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la présente décision.

Le recours contentieux doit être adressé au :

- Tribunal administratif de STRASBOURG
  31 avenue de la Paix
  67000 STRASBOURG